

# Le retour du clan Marcos aux Philippines

*Symbole de l'oppression du peuple philippin et de la corruption, le couple Marcos fut chassé du pouvoir en 1986. Le fils Ferdinand « Bongbong » Marcos Jr a repris la place, démocratiquement, en mai dernier. Son gouvernement a fait arrêter le militant de gauche, candidat à la vice-présidence, Walden Bello. Et sur le front diplomatique, quels seront ses choix ?*

PAR FRANÇOIS-XAVIER BONNET \*

Le 9 mai 2022, plus de cinquante-cinq millions de Philippins se rendaient aux urnes afin d'élire la quasi-totalité du personnel politique de l'archipel, des président et vice-président jusqu'aux conseillers municipaux. Cette élection à un tour, qui opposait dix candidats à la présidentielle et neuf pour le poste de vice-président, battait tous les records de participation avec un taux de 83 %.

Recueillant plus de 31 millions de voix (presque 59 % des votes), M. Ferdinand « Bongbong » Marcos Jr a remporté une victoire écrasante contre son adversaire principale, la vice-présidente sortante Maria Leonor « Leni » Robredo (14 millions de voix, soit 28 % des votes). Cette victoire constitue une double revanche : personnelle d'abord puisque, en 2016, M<sup>me</sup> Robredo le devançait à l'élection à la vice-présidence, dont il a contesté les résultats jusqu'à la fin de l'année dernière. Une revanche familiale, ensuite. Elle permet à la famille de revenir au pouvoir, trente-six ans après la chute du père, le dictateur Ferdinand Marcos Sr, balayé en février 1986 par la révolution pacifique d'« EDSA » (initiales d'Epifanio de los Santos Avenue, où se déroulaient les manifestations), qui mourut en exil à Hawaï, en 1989.

De retour aux Philippines trois années plus tard, les Marcos se lancent à nouveau en politique. Représentant les intérêts de la famille, M. Marcos Jr obtient successivement des postes à l'échelon local (gouverneur de la province d'Ilocos Norte) et national (député et sénateur). Malgré plusieurs tentatives, il avait échoué jusqu'à présent à accéder aux plus hautes fonctions de l'État, espérant alors redorer l'image du clan, accusé de violations des droits humains, de torture, de disparitions et de détournements de fonds publics à hauteur d'au moins 10 milliards d'euros durant la période de la loi martiale, de 1972 à 1984.

## Opérations clandestines

Quelques jours plus tard, il faisait volte-face. Il affirmait l'importance capitale de la décision arbitrale confirmant les droits maritimes des Philippines et sa ferme volonté de ne voir aucun centimètre carré du territoire maritime « empiété ». Certes, le gouvernement devrait « communiquer constamment » avec son voisin mais d'« une voix ferme ». Il assurait même qu'il pourrait envoyer les garde-côtes et la marine pour protéger les intérêts des pêcheurs philippins.

Le candidat-président insistait sur la « relation spéciale » avec les États-Unis et le traité de défense mutuelle de 1951 qui oblige les deux pays à se défendre lorsque le territoire (ou les symboles de l'État comme un navire militaire) de l'un d'eux est attaqué. Mais, interrogé sur une éventuelle adhésion au Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (en anglais QUAD), perçu comme une arme américaine contre la Chine, il déclarait : « Nous devons tracer notre propre chemin et cela dépendra donc vraiment de ce qu'il y a à l'intérieur, de ce que ces accords disent, (...) de ce que nos autres partenaires feront pour les Philippines » (4). S'il a très souvent été qualifié par ses adversaires d'homme de paille de Pékin, sa

Grand ami de la famille, le président sortant, qui ne pouvait se représenter, M. Rodrigo Duterte, traitait néanmoins M. Marcos Jr avec mépris. On dit même qu'il fut fort mécontent de voir sa fille Sara s'allier avec celui qu'il qualifiait, sans le nommer directement, de « leader faible » et de « consommateur de cocaïne ». Toutefois, le ticket Marcos-Duterte consacrait l'alliance entre le nord du pays et le sud (île de Mindanao [1]), lui permettant de scander le slogan « Unité du pays ! ». M<sup>me</sup> Sara Duterte a été élue vice-présidente avec, elle aussi, une écrasante majorité (62 %).

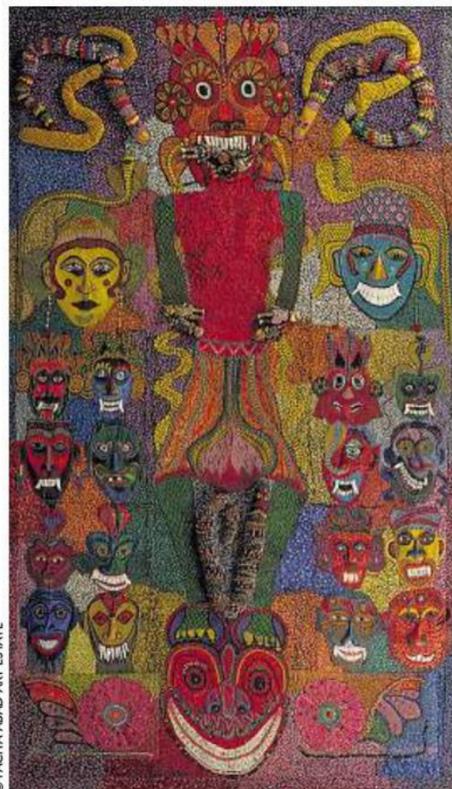
Le retour de la famille Marcos aura-t-il un impact sur la politique étrangère du pays et donc sur la scène internationale ? Durant la campagne, M. Marcos Jr a évité de participer aux débats télévisés et aux interviews, qu'il considérait comme biaisés en faveur de M<sup>me</sup> Robredo. Ainsi, peu d'informations ont circulé sur son programme. Ses rares interventions ont méticuleusement entretenu un flou sur les futures relations avec les deux rivaux, américain et chinois.

Lors d'une interview à la radio DZRH, par exemple, le futur président jugeait « inefficace » la sentence de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye sur le différend en mer de Chine méridionale du 12 juillet 2016, pourtant favorable à Manille au détriment de Pékin (2), le gouvernement chinois ne l'ayant jamais reconnu. Il ajoutait : « Faire entrer les États-Unis dans le jeu, c'est s'assurer d'avoir la Chine comme ennemie. Je pense que nous pouvons avoir un accord avec elle. En fait, les gens de l'ambassade de Chine sont mes amis et nous parlons de tout cela » (3).

politique étrangère pourrait être plus complexe et s'inspirer de celle de son père, dans un contexte géopolitique bien sûr différent. Car, en dépit de ses surnoms d'« American Boy » ou de « marionnette » des Américains, Marcos Sr, élu démocratiquement en 1965, puis en 1969, avant d'imposer la loi martiale en 1972, lançait, en pleine guerre froide, de nombreuses opérations diplomatiques, souvent clandestines, au grand dam de Washington. Ainsi, dès la fin des années 1960, il envoyait des équipes de contact en Union soviétique, au Vietnam et en Chine (5).

De plus, Manille estimant depuis 1933 que les Spratleys lui appartenaient, il avait envoyé une équipe de militaires prendre possession d'îlots en 1968 et revendiquait officiellement l'ensemble des îles en 1976.

Certaines des opérations clandestines lancées par Marcos Sr ont eu des conséquences catastrophiques, comme la mise sur pied d'un commando de forces spéciales pour infiltrer la région du Sabah (Malaisie), puis y créer le chaos lui donnant l'opportunité d'envahir ce territoire revendiqué depuis 1962. L'opération fut découverte ; elle entraîna une rupture des relations avec Kuala Lumpur et, aux Philippines, le début des rébellions musulmanes à Sulu et Mindanao. Face à Washington, le dictateur n'hésitait pas aussi à utiliser la menace de fermeture des deux principales bases militaires américaines et leurs dix mille soldats, pour obtenir ce qu'il voulait.



PACITA ABAD. – « Marcos and His Cronies » (Marcos et ses copains), 1985

Dans le cadre de cette intense activité, M. Marcos Jr et sa mère Imelda ont été envoyés en Chine, en 1974, un an avant l'officialisation des relations diplomatiques. Ils y rencontrèrent, entre autres, Mao Zedong, alors âgé de 81 ans. Ce voyage est considéré comme le point de départ de la fascination du nouveau président philippin pour son grand voisin. Les relations avec le clan Marcos étaient si solides que l'ambassade de Chine à Manille a ouvert son premier consulat en province, en 2007, à Laoag, capitale de la province d'Ilocos Norte, fief de la famille. Ce dernier a surtout pour vocation de développer des coopérations bilatérales locales dans des domaines très divers – du tourisme à la culture –, de promouvoir des investissements ou d'apporter un soutien médical...

En juin 2021, M<sup>me</sup> Imelda Marcos a reçu le prix de la « personnalité éminente ayant favorisé et promu la compréhension et l'amitié entre les deux pays » des mains de l'ambassadeur lui-même. Ces liens interfèrent aussi avec les questions de sécurité nationale. Ainsi, en janvier 2022, le gouverneur de la province de Cagayan (nord de Luçon), M. Manuel Mamba, s'est opposé aux exercices militaires conjoints avec les États-Unis (« Balikatan »), qui devaient en partie se dérouler dans son fief. Son argument : seuls les investisseurs chinois aident le nord de l'île de Luçon, et des exercices de tirs à balles réelles pourraient irriter les autorités chinoises et les dissuader d'investir davantage : « Je suis réellement pro-chinois. Que va-t-on faire avec les Américains ? Ils [les Chinois] sont ceux qui investissent chez nous. Ils [les Américains] ne sont pas intéressés par nous » (6).

Reste que M. Marcos Jr devra prendre en compte les leçons tirées du « pivot chinois » de son prédécesseur. Lors de son voyage en Chine en octobre 2016, M. Duterte avait alors défini sa stratégie : « Je me suis réaligné sur votre orientation idéologique et j'irai aussi, peut-être, en Russie pour parler au président Vladimir Poutine, et je lui dirai que nous sommes trois contre le monde – Chine, Philippines et Russie. C'est la seule voie possible (7) ». Cela visait alors à éloigner Washington et à normaliser les relations diplomatiques, commerciales et d'investissements avec Pékin.

En échange d'une aide publique importante, de 9 milliards de dollars (8,8 milliards d'euros), le président décidait de laisser de côté la sentence arbitrale de 2016, qu'il qualifiait de « morceau de papier ». Dans la foulée, il annonçait la fin du Visiting Forces Agreement (VFA) autorisant les troupes américaines à stationner par rotations depuis 1999. Et à terme il entendait mettre fin au traité de défense mutuelle.

Quatre ans plus tard, l'administration Duterte opérait un tournant en reconnaissant la victoire juridique en mer de Chine méridionale. Le président lui-même, lors de son

allocution à l'Assemblée générale des Nations unies le 23 septembre 2020, confirmait que la décision arbitrale faisait maintenant « partie du droit international », ne pouvait être mise en cause, au-delà des gouvernements. Il remerciait également les États ayant officiellement reconnu cette décision, tels la Malaisie, l'Indonésie, les États-Unis, l'Australie, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne (8). De même, il renonçait en juin 2020 à abroger le VFA et confirmait la poursuite de la coopération de défense et de sécurité américano-philippine.

Cette volte-face diplomatique exprimait une certaine amertume vis-à-vis du président chinois. En effet, le programme ambitieux de construction d'infrastructures du président Duterte, appelé « Build Build Build », devait être financé, en partie, par l'aide publique chinoise sous forme de dons et de prêts à faibles intérêts. Or, quatre ans après, seulement 10 % de la manne promise avait été déboursée et deux ponts terminés sur les quatorze projets imaginés. Selon M. Benjamin Diokno, ancien directeur de la banque centrale des Philippines et nouveau ministre de l'économie, les Chinois avaient promis beaucoup mais n'ont pas fait grand-chose (9).

En fait, l'événement-clé s'est déroulé le 17 février 2020. Ce jour-là, la corvette BRP *Conrado Yap*, le navire le plus sophistiqué de la marine nationale, spécialisé dans la lutte anti-sous-marin, patrouillait dans les îles Spratleys, près du récif Commodore, quand elle s'est soudainement retrouvée illuminée par le radar de conduite de tir d'une corvette chinoise. Si les deux navires ont poursuivi leurs routes respectives sans autre incident, cet acte est considéré comme inacceptable dans la pratique militaire courante, pouvant conduire à une erreur de calcul, puis à une escalade des tensions, voire à un conflit ouvert. C'est le premier acte hostile direct d'un navire militaire chinois sur un bâtiment philippin.

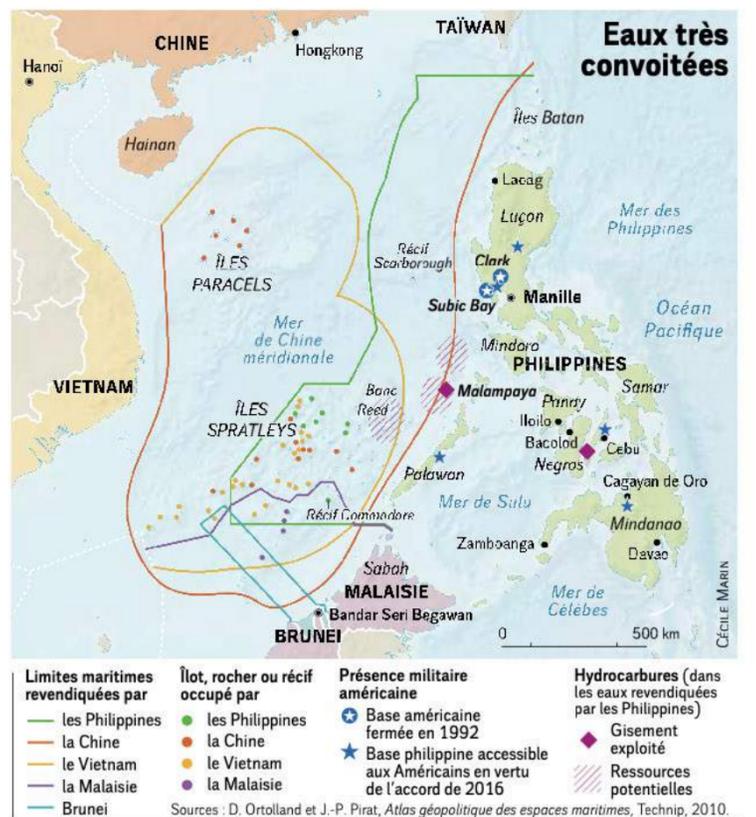
La pandémie de Covid-19 a permis à l'administration Duterte de réorienter ses choix politiques vers une stratégie plus classique de « couverture » (hedging) visant à ménager ses relations avec Pékin et Washington. Les Philippines se sont retrouvées au cœur des diplomates du vaccin des deux

géants. Afin de disposer du maximum de doses pour immuniser 90 % des adultes avant les élections de mai 2022, le président Duterte a joué la carte de l'amitié avec la Chine et accusé les Américains et les autres nations riches de monopoliser les vaccins, tandis que les secrétaires à la défense et aux affaires étrangères ont misé sur Washington et menacé Pékin de transformer le traité de défense mutuelle de 1951 en un outil ouvertement antichinois. Le résultat fut un afflux de vaccins chinois (Sinovac et Sinopharm) entre avril et octobre 2021, puis américains majoritairement depuis novembre 2021.

M. Marcos Jr devrait poursuivre une politique d'« engagement critique » vis-à-vis de la Chine, menée par son père ou par l'administration Duterte, ces deux dernières années, souligne Clarita Carlos, ex-professeure de relations internationales et nouvelle directrice du Conseil de la sécurité nationale. Le secrétaire aux affaires étrangères Enrique Manalo, fils de diplomates et diplomate lui-même, a déclaré lors de la commémoration du sixième anniversaire de la sentence arbitrale : « Nous rejetons fermement toute tentative de [la] saboter voire de l'éradiquer du droit, de l'histoire et de notre mémoire collective (10) ». Dans son discours à la nation, M. Marcos Jr a confirmé sa volonté de protéger jalousement le territoire de l'archipel tout en précisant que « les Philippines seront amies avec tout le monde et ennemies de personne (11) ».

Dans les Spratleys, la zone du banc Reed, aux réserves de gaz potentiellement importantes, pourrait devenir un enjeu considérable de coopération avec le voisin chinois, en raison des tensions sur le marché mondial du gaz et de la fin programmée de l'exploitation du gisement de Malampaya (au large de Palawan), qui, actuellement, fournit 40 % des besoins en électricité de l'île de Luçon.

Selon l'ambassadeur australien à Manille, M. Steven James Robinson, qui a rencontré le nouveau président, ce dernier va s'orienter vers une approche « très mesurée et équilibrée » de la dispute avec la Chine (12). Il ne peut se permettre de perdre un pouce des îles Spratleys, héritage direct de son père.



\* Géographe, chercheur associé à l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (Irasec), auteur notamment (avec Elisabeth Luquin) de « Philippines. Covid-19 an II », dans Christine Cabasset et Jérôme Samuel (sous la dir. de), *L'Asie du Sud-Est 2022 : bilan, enjeux et perspectives*, Irasec, Paris, 2022.

(1) Lire Antoine Hasday et Nicolas Quénel, « L'avenir sourit à l'Organisation de l'État islamique », *Le Monde diplomatique*, avril 2020.  
 (2) Lire « Quand Manille manœuvre », *Le Monde diplomatique*, mai 2017.  
 (3) Frances Mangosing et Tina G. Santos, « Marcos presidency a boon for China, awkward for US », *Philippine Daily Inquirer*, Makati, 12 mai 2022.  
 (4) Leila Salaverria, « Marcos supports security dialogue with US, 3 other countries », *Philippine Daily Inquirer*, 16 février 2022.  
 (5) Entretien avec le général Jose Almonte, ex-directeur du Conseil de la sécurité nationale du président Fidel Ramos (1992-1998) et l'un des acteurs des activités diplomatiques clandestines.  
 (6) Frances Mangosing, « Pro-China governor opposes PH-US live-fire drills », *Inquirer.net*, 13 janvier 2022.  
 (7) « Duterte : its Russia, China, PH "against the world" », *ABS-CBN.com*, 20 octobre 2016.  
 (8) Krissy Aguilar, « Duterte affirms arbitral win vs China before UN : It's now part of international law », *Inquirer.net*, 23 septembre 2020.  
 (9) Sundry Locus, « Diokno : China fell short of vow to help finance "Build, build, build" », *GMA*, 28 mai 2022, [www.gmanetwork.com](http://www.gmanetwork.com)  
 (10) Sur le site du département des affaires étrangères philippin, 12 juillet 2022, <https://dfa.gov.ph>  
 (11) Daniza Fernandez, « Bongbong Marcos stands firm on protecting PH waters », *Inquirer.net*, 25 juillet 2022.  
 (12) Catherine Valente, « Marcos will "tread carefully" in sea row », *The Manila Times*, 18 juin 2022.